

Or, les prévisions budgétaires de ce matin montrent que le gouvernement vante les vertus du développement régional, mais qu'il applique, en réalité, une politique qui tend à abandonner les régions à leur sort.

Le premier ministre va-t-il maintenant reconnaître que malgré les promesses qu'il a faites au sujet de nouveaux programmes de développement régional et de l'affectation de nouveaux crédits à ces programmes, depuis son arrivée au pouvoir, en 1984, son gouvernement a réduit de 20 p. 100 les crédits consacrés au développement régional?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord corriger la fausse impression laissée par le député. Ainsi, en septembre 1984, lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, le taux de chômage dans sa province, Terre-Neuve, était de 23,8 p. 100 et il n'est plus que de 17,4 p. 100. Au Nouveau-Brunswick, il est passé de 16,2 p. 100 à 12,5 p. 100 et au Québec de 12,9 p. 100 à 9 p. 100. Pour ce qui est de l'Alberta, le taux a chuté de 12,1 à 8,8 p. 100. On assiste donc à une baisse marquée du chômage. En fait, le taux n'a jamais été aussi bas depuis six ans.

Pour ce qui est du ministère de l'Expansion industrielle régionale, il est regrettable que le député n'ait pas examiné les prévisions budgétaires comme il se doit. Il se serait aperçu qu'en 1984-1985, les subventions et les contributions tendant à soutenir le développement régional et industriel se sont élevées à quelque 832 millions de dollars. En 1988-1989, selon les prévisions budgétaires qui ont été déposées aujourd'hui, les crédits en question s'élèveront à 1,7 milliard de dollars, soit une augmentation de plus de 100 p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Tobin: Les prévisions budgétaires se passent de commentaires et j'invite tous les Canadiens à les lire. Le gouvernement ne peut se targuer d'avoir réduit le chômage en comparant le taux actuel avec celui qui existait au plus fort de la récession.

L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Quand le premier ministre a annoncé la formation de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et du Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest, monsieur le Président, il a promis que ces deux organismes de développement régional seraient financés au moyen de nouveaux crédits en sus de ceux déjà alloués au développement régional.

Le 6 juin 1987, à St-Jean de Terre-Neuve, le premier ministre a en effet déclaré:

Il ne s'agit pas d'un complément; il ne s'agit pas de crédits déjà alloués qu'on affecte à d'autres fins. Le gouvernement s'engage à assurer le financement de ce nouvel organisme chargé de mettre en oeuvre de nouveaux programmes à l'intention des provinces de l'Atlantique.

Le Budget des dépenses de ce matin fait simplement la preuve que le gouvernement cherche à leurrer les Canadiens des provinces de l'Atlantique et ceux des provinces de l'Ouest.

Questions orales

Étant donné que j'ai rappelé les propos et l'engagement du premier ministre, j'aimerais bien que celui-ci m'explique comment il arrive à concilier l'engagement qu'il a pris d'allouer aux nouveaux programmes de nouveaux crédits avec la coupe de 1,5 milliard de dollars dont fait état le Budget des dépenses de ce matin au chapitre du développement régional. C'est au premier ministre que je pose cette question. J'espère seulement qu'il aura le courage de me répondre.

● (1420)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Non seulement le premier ministre sait-il faire preuve de courage, mais c'est un visionnaire. Voilà pourquoi le chômage a baissé à 8,1 p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Si, au lieu de s'en remettre à son chercheur, le député se donnait la peine de lire lui-même le budget des dépenses...

Des voix: Il ne sait pas lire.

M. Mazankowski: ... il constaterait qu'en 1984-1985, les crédits alloués au MEIR dépassaient à peine 1 milliard de dollars. C'est tout ce que renfermait l'enveloppe. Aujourd'hui, les crédits alloués au MEIR, au Bureau de développement de l'économie de l'Ouest et à l'Agence de perspectives de l'Atlantique, atteignent maintenant 1,966 milliard de dollars, soit une augmentation de près de 900 millions. Voilà les faits, monsieur le Président!

L'ENGAGEMENT DU PREMIER MINISTRE

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Ce qui fait le malheur de ce gouvernement, monsieur le Président, c'est que les Canadiens savent lire et qu'ils se souviennent des propos du premier ministre. Permettez-moi de rappeler ceux qu'il a tenus en juin dernier en beau milieu d'élections complémentaires à Terre-Neuve alors que, parlant de l'Agence de perspectives de l'Atlantique, il a déclaré ce qui suit:

Nous commençons avec de nouveaux crédits, de nouvelles perspectives et une nouvelle orientation. Peut-être devrions-nous ajouter également—avec la générosité des Canadiens.

Le premier ministre du Canada ne se rend-il pas compte que bien loin de susciter la générosité, le jeu d'attrape-nigaud cruel et cynique auquel il se livre avec les crédits alloués au développement régional suscite la méfiance chez les Canadiens des provinces de l'Atlantique et des provinces de l'Ouest? Va-t-il enjoinde à son ministre des Finances de prendre la parole pour abolir les coupes qu'il a imposées dans le domaine du développement régional, à un moment où les régions du Canada voient se développer deux économies? Va-t-il agir ainsi et respecter la promesse qu'il a faite l'année dernière à Terre-Neuve?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, c'est vraiment dommage que le député n'écoute pas les réponses. Alors que je répondais à sa première question, il était déjà en train de lire et de préparer sa question suivante.